

Enjeux de l'observation territoriale de l'ESS: Cartographier l'ESS pour comprendre son inscription territoriale

Jean-François Draperi, CESTES / CNAM - RECMA

Merci à l'ADDES pour cette invitation. Je ne suis pas certain d'apporter quelque chose d'original sur cette question, d'autant qu'il me semble que la première table ronde a abordé les questions fondamentales que nous allons retrouver et que nous avons retrouvées lorsque l'on a réalisé cet Atlas. Je ne parlerai pas que de cet Atlas, mais plus largement de cartographier l'économie sociale pour comprendre son inscription territoriale.

Pour démarrer, je voudrais dire l'engouement sans précédent que l'on observe aujourd'hui pour les cartes dans la société. Historiquement, les cartes sont toujours un enjeu de pouvoir et, aujourd'hui, grâce à Internet essentiellement, on a très facilement accès à des cartes, on peut même les concevoir, les enrichir à titre personnel. Toute personne qui a un GPS peut faire sa carte sur le téléphone. Lorsque l'on regarde Via Michelin, Google maps, Mappy, on observe les cartes et on en change l'échelle à la seconde pour observer tel ou tel élément qui nous intéresse.

On a même une continuité tout à fait nouvelle entre la carte... On peut partir d'une carte du monde, grossir jusqu'à avoir un plan, qui n'est déjà plus une carte puisque l'on n'est plus dans la symbolique et, ensuite, grâce à cette vue de rue, se trouver à l'intérieur de ce que l'on vient d'observer. C'est un phénomène nouveau et qui va à l'encontre de la culture historique de la cartographie.

La carte est un objet très ancien, on en trouve en Mésopotamie, au VII^e siècle avant Jésus-Christ. Les Grecs, Ptolémée, Platon, en font un grand usage, en particulier scientifique. Les premiers atlas apparaissent avec le capitalisme marchand, que Braudel a bien décrit. À partir de cette période, l'atlas devient à la fois un objet de distinction dans le social et un objet de pouvoir, c'est-à-dire que l'on observe l'économie essentiellement grâce aux atlas. Les XVIII^e et XIX^e siècles marqueront l'affirmation des États-nations grâce aux cartes. Elles deviennent l'outil indispensable des généraux, des stratèges et des diplomates, voire des dictateurs. La carte est toujours un outil politique sensible, on l'a encore vu avec la refonte récente des régions. Tout de suite, dès que l'on regarde les cartes, on s'interroge. C'est extrêmement parlant, je crois, beaucoup plus que les chiffres.

Derrière tout découpage se lit un projet politique, si bien que beaucoup de géographes l'ont dit, je cite Gérard Eudes* qui dit : « Il n'y a pas de neutralité et d'objectivité de la représentation cartographique ». On le sait, mais c'est toujours bien de le souligner. Toute

carte, parce qu'elle met en valeur certains éléments par rapport à d'autres, ne serait-ce qu'une carte routière, on grossit les traits des routes et des autoroutes, n'est pas une représentation exacte de la réalité. Toute carte est une représentation. Elle a été un instrument du pouvoir mais, pour la même raison, d'ailleurs, un grand géographe, Lacoste, avait dit, il y a une quarantaine d'années : « La géographie sert d'abord à faire la guerre ». On pourrait dire également que cela peut servir d'abord à faire la paix.

La carte peut également soutenir une vision engagée et utopique du monde. On peut faire des cartes de lieux qui n'existent pas. Elle a un caractère très heuristique, elle invite à l'imaginaire, à la réflexion. Elle peut être également un modèle. Mon directeur de thèse, Roger Brunet, a fait de magnifiques modèles, la diagonale du vide, la banane européenne, etc. des cartes modélisées qui ont été souvent reprises par des villes, souvent n'importe comment, comme il l'a dit lui-même. Elle parlait aussi du fait qu'elle servait de détecteur de mensonge. On peut dire : « Nous nous trouvons au cœur du triangle Londres, Paris et Bruxelles » et il conclut que c'est un trou. Cela doit effectivement se trouver entre Berck-sur-Mer et Auchy-lès-Hesdin dans le Pas-de-Calais. Toulouse s'était vanté de se trouver sur la grande diagonale européenne Berlin Lisbonne, comme s'il n'avait pas autre chose à vendre que quelque chose qui n'existe pas. Quand on dessine sur la carte, on voit tout de suite que cela n'existe pas.

Plus récemment, avec Internet, la carte peut devenir participative et interactive. Je lisais récemment un article sur cette cartographie indisciplinée, c'est une revendication de ces cartographes qui prétendent réaliser des cartes indépendamment des savoirs techniques, des savoirs savants des cartographes. On n'a pas du tout le même résultat, ce n'est pas la même nature de carte, néanmoins, cela existe. La carte participative est celle de l'habitant, de celui qui fait usage de la carte. Elle incorpore le savoir local direct sans nécessairement renoncer aux compétences techniques du cartographe.

C'est une brève introduction pour dire la prudence à observer lorsque l'on est face à une carte, de la même façon que la prudence que l'on observe face à des chiffres. Peut-être doit-elle être encore plus importante face à une carte car la carte nous parle très directement.

Quand on prend cet atlas, on peut regarder n'importe quelle carte à l'échelle régionale, départementale ou des zones d'emploi, inévitablement, on va l'interpréter. Dès que l'on va la lire, on va l'interpréter et chercher des explications. En général, on trouve toujours des explications, pratiquement toujours fausses.

En effet, je vais venir maintenant à cet atlas, qui est une grande avancée, cela a été souligné. C'est grâce à l'implication de l'INSEE et des Chambres Régionales d'Économie Sociale, d'abord parce qu'il y a eu ce relais ADDES, CRESS, INSEE, cette articulation, cette coordination, que l'on a pu réaliser le premier atlas en 2011 et cette seconde édition en 2014 avec l'observatoire, Arnaud. Nous avons été trois à être appelés à travailler dessus complémentirement, Nadine Richez-Battesti, Danièle Demoustier et moi-même. Nous avons observé, commenté les cartes, nous avons tenté de le faire.

La nouveauté de la version 2014 a été de pouvoir observer l'économie sociale et solidaire à l'échelle des zones d'emploi. C'est le point essentiel. Tout est intéressant, y compris une cartographie nationale ou régionale mais, les régions, quand on observe une cartographie, une représentation de l'économie sociale et solidaire en région ou au niveau des départements, on est face à des moyennes. Si on prend le Languedoc-Roussillon, on n'a pas du tout les mêmes chiffres sur le pourtour méditerranéen et sur le sud du Massif Central. Si on prend la Bretagne, on n'a pas du tout les mêmes résultats à l'intérieur et sur les côtes. Si on prend les

côtes, on n'a pas les mêmes résultats sur la côte nord et sur la côte sud. On est pratiquement toujours dans des moyennes, et on ne peut pas dire que ces moyennes équilibrent, ou en tout cas composent, des chiffres toujours les mêmes en milieu urbain, en milieu rural, sur les côtes, etc. On a toujours une complexité qui apparaît bien avec les zones d'emploi.

Je crois que, concernant les zones d'emploi, on commence avoir un sens qui correspond à une réalité car ces zones d'emploi correspondent à des espaces de vie et que, sûrement, je me tourne vers les statisticiens et les économistes qui nous diront cela, la majorité des entreprises de l'économie sociale ont souvent une pertinence à être observées à l'échelle où les gens habitent et travaillent, ce qui est, en gros, la définition de la zone d'emploi. On arrive à avoir des contrastes très intéressants au sein des départements, des régions, à l'échelle des zones d'emploi.

Ceci dit, lorsqu'on veut expliquer pourquoi il y a beaucoup d'emplois dans l'économie sociale dans telle zone ou un chiffre important, un nombre important d'entreprise dans telle zone ou plutôt faibles dans telle autre, on est toujours face à une difficulté insurmontable *a priori*. Cela peut être lié à une entreprise, si on prend la zone d'emploi de Berck, cet hôpital a une importance, même à l'échelon du département du Pas-de-Calais, alors qu'il est à Berck et c'est d'ailleurs, je crois, le plus gros établissement du Pas-de-Calais.

C'est parfois dû à une personne, une personnalité remarquable. Si on prend le Queyras, une personnalité remarquable a été à l'origine du mouvement coopératif ou d'économie sociale dans le Queyras.

C'est parfois un collectif. Si on prend le Pays Basque, la zone d'emploi de Saint-Jean-Pied-de-Port Saint-Étienne-de-Baïgorry, c'est la coopérative d'Irouléguay. On disait à des coopérateurs de laisser leur vignoble mourir de sa belle mort et ils ont dit non, ils ont résisté et se sont regroupés, ont créé leur coopérative, qui a été à l'origine de la création de la zone d'appellation protégée des vins d'Irouléguay, qui a initié un mouvement local. Peut-être que, plus loin, cela ne s'est pas fait. Trouver des explications est très compliqué. Je ne crois pas qu'il existe d'explication territoriale *a priori*. En revanche, on peut effectuer une analyse extrêmement ponctuelle et, ce que l'on n'a pas fait encore, il faudrait étudier toutes les zones d'emploi, voire les dynamiques et, ensuite, on pourrait peut-être montrer des processus.

En revanche, quand on part des activités données, on sait tirer des leçons. Par exemple, on va observer beaucoup de petites et moyennes coopératives dans le secteur de la vinification. C'est la même chose dans l'élevage laitier ; en Savoie ou en Franche-Comté, on peut observer de grandes coopératives. À chaque fois, si on veut aller plus loin, on va dire que, dans un autre secteur, elles seront moins nombreuses mais plus importantes, il y aura une concentration. Les mêmes chiffres ne donneront pas les mêmes résultats.

Je voudrais dire quelques limites que l'on observe dans cet atlas. La première est que l'on n'a pas les associations non-employeuses. C'est le plus grand nombre d'associations si l'on prend en chiffres d'associations.

Pour les coopératives, mais pas uniquement, on a soulevé la question des filiales, le président Detilleux a soulevé également la question des membres dans les coopératives d'entreprise. Vous avez cité les coopératives de commerçants détaillants mais, si on prend les CUMA, Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole, en chiffre d'affaires, en nombre de salariés, elles ne représentent pas grand-chose, 12 000. En revanche, si on prend les membres, l'importance des membres, on aura des écarts de chiffres tout à fait comparables.

Concernant les filiales, il faut aller beaucoup plus loin, comme l'a dit Philippe, également

dans la relation entre les filiales et la coopérative mère. Tous les cas ne sont pas comparables. Certaines filiales sont des outils techniques, prenez la cave coopérative de Montlouis. J'ai plutôt été dans la cave coopérative dans les SCOP du bâtiment, c'est le hasard, vous m'excuserez. La cave de Montlouis, 14 membres, 150 hectares, ils ont une société anonyme non pas détenue par les membres mais à 100 % par la cave, qui est un moyen technique pour vendre leur production. C'est la cave coopérative.

Si vous étudiez le Crédit Agricole, c'est totalement différent. Des filiales sont détenues majoritairement, des filiales sont créées par croissance interne, d'autres acquises par croissance externe. Certains dans la salle connaissent cela mieux que moi. Je crois que l'on doit aller dans cette complexité pour comprendre la réalité de l'économie sociale.

Je pense à ce que disait Jacques Moreau sur l'économie sociale sans rivages. Est-ce l'économie sociale et solidaire ou ses impacts sur un territoire et sur la société en général ? Je pense que les observatoires des CRESS ont travaillé dessus et pas uniquement. Il est intéressant d'observer également les impacts que les entreprises ont, économiques ou sociaux. On le sait tout tous en économie sociale, puisque c'est la raison d'être de l'économie sociale, mais c'est ce que l'on n'observe pas en règle générale.

La cave d'Irouléguay, je reprends cet exemple remarquable, mais toutes les entreprises sont remarquables, il y a 100 adhérents, 40 professionnels et 60 qui font la viticulture de loisirs. L'AOC est pratiquement sur deux communes, mais les 60 membres sur 100 qui font de la viticulture de loisir sont dans tout le pays basque. Ils respectent le principe d'une personne une voix. Cela veut dire que les viticulteurs de loisirs sont majoritaires dans l'assemblée générale d'une cave qui est à l'origine de l'AOC Irouléguay. Il est extrêmement compliqué d'évaluer l'impact d'une telle toute petite coopérative.

Je voudrais revenir également sur les critères. On a dit que l'on croisait les critères juridiques, le nombre de salariés, le chiffre d'affaires, mais on ne sait pas le nombre de membres alors que, fondamentalement, l'entreprise économie sociale est un groupement de personnes. Peut-être que ce qui nous intéresse est de savoir le nombre de personnes associées, de membres. Parmi les membres, quand on est dans une SCOP ou une coopérative de consommateurs, on n'a pas le même rapport à l'entreprise. Combien y a-t-il de membres actifs, de membres qui votent à l'assemblée générale, d'élus, d'administrateurs, voilà des questions qui intéressent l'économie sociale, tout autant que le nombre de salariés, pas moins, pas plus, mais tout autant. On a également du mal à observer les dynamiques, cela peut venir assez facilement, de l'entreprise économie sociale. En tout cas, dans l'atlas, on a encore des difficultés.

Je voudrais parler d'une autre initiative qui a été menée par Acte 1, Acteurs, Chercheurs, Territoires d'économie sociale, un laboratoire de recherche actions coopératives à la demande de Coop FR, que je remercie. Cécile Le Corroller, qui est dans la salle, et moi-même, avons coordonné une étude sur l'ancrage territorial des coopératives. Quand nous avons eu cette proposition de Coop FR, nous avons proposé à Coop FR de mettre en place un comité de pilotage composé des représentants des différentes familles coopératives. Ce comité de pilotage, dont plusieurs membres sont dans la salle, a fonctionné. Il s'est réuni cinq fois et a permis d'éclairer, de guider le travail de ce groupe Acte 1.

Cela a également permis de collecter des données que les fédérations coopératives ont concernant leurs membres et, grâce à un partenariat que Cécile Le Corroller a mis en place avec l'université de Caen, nous avons pu travailler avec de jeunes étudiants en master qui ont géolocalisé 20 000 données à partir des adresses des coopératives. Nous n'avons pas la totalité

des coopératives, mais tout de même des données satisfaisantes, en tout cas, dans certaines fédérations coopératives, nous avons vraiment des données intéressantes. Ce qui est particulièrement réjouissant est que la géo localisation nous donne une très grande souplesse de lecture de l'ancrage, puisque l'on peut varier l'échelle tout à fait facilement.

Nous avons donc désormais une base de données. Comme nous avons croisé ces données d'adresses avec les dates de création des activités, etc., nous commençons à pouvoir... Nous n'avons pas épuisé, nous ajustons maintenant les données qu'il nous faut étudier, mais nous avons potentiellement beaucoup d'études à réaliser à partir de cette géo localisation.

Ce travail est poursuivi, nous l'avons réalisé l'année dernière et avons reconduit l'action et espérons pouvoir, à terme, constituer un observatoire permanent de la vie coopérative en poursuivant ce travail. Cela nous permettrait, en tout cas c'est une piste possible, d'aller vers une cartographie participative. On pourrait avoir un usage de la cartographie, un atlas en ligne avec un usage possible, en tout cas pour les mouvements, pour les acteurs coopératifs de l'ensemble des données que l'on va récolter.

Pour conclure, je voudrais dire que l'*Atlas commenté de l'économie sociale et solidaire 2014* est une avancée importante pour l'économie sociale. Je crois que l'ADDES a été le premier lieu historique où l'on a voulu porter l'attention sur les chiffres. On peut dire qu'une étape a été franchie.

En même temps, au moment où l'on a l'impression d'avoir atteint un but, on se rend compte finalement que l'on s'ouvre sur un nouvel univers, de nouveaux enjeux et que ce que l'on ne connaît pas est encore bien plus important que ce que l'on croit avoir découvert. Cependant, si nous n'avions pas eu cette étape, nous ne pourrions pas dire tout ce que nous sommes en train de dire aujourd'hui sur ce qui nous manque, ce qui nous fait défaut et qui est la condition pour que l'économie sociale et solidaire soit appréhendée pour ce qu'elle est et non pas pour la valeur que l'on lui donne dans l'économie classique.

Il me semble que nous devons travailler encore sur la construction des données, sur la réflexion, qu'il est très important, aujourd'hui, de commencer à coordonner les différentes initiatives. C'est en train d'exploser en région, des coopératives se constituent autour de la cartographie. Il y a les observatoires des CRESS, les travaux menés par l'INSEE. Je crois que nous devons travailler également pour une meilleure coordination entre ce qui se fait dans le monde associatif et ce qui se fait dans le monde coopératif. On parle d'économie sociale, mais je pense qu'il existe des dynamiques tout à fait distinctes dans le monde associatif et dans le monde coopératif, y compris en récolte de chiffres et en cartographie.

Je crois que nous devons aller de plus en plus d'une réflexion sur l'économie sociale à une réflexion sur son impact dans la société. Je crois que ce qui nous intéresse est plus la société et l'évolution de la société et de l'économie que l'économie sociale en elle-même.

Je pense enfin, du point de vue des atlas, de la cartographie, qu'il faudrait arriver à dépasser la réflexion sur le territoire et sur l'échelle*, bien que nous l'aurons toujours entre les mains, pour aller vers une réflexion sur la territorialité, passer d'un débat sur la bonne échelle à une analyse de la façon dont les acteurs s'inscrivent dans les territoires. Nécessairement, les acteurs, les entreprises en particulier, s'inscrivent toujours dans plusieurs territoires en même temps. Le territoire d'approvisionnement, le territoire de chalandise ne sont pas les mêmes. Nous devons arriver à prendre en considération cette complexité d'ancrage simultané dans plusieurs territoires. Je vous remercie.